

De : Pauline LONDEIX & Jérôme MARTIN, Co-fondateurs
Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament (OTMeds)

A : M. Emmanuel MACRON
Président de la République
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré,
75008 Paris, France

Objet : Organisation en urgence d'une réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour permettre la « levée des brevets » et l'accès aux vaccins contre le COVID-19

Paris, le 14 janvier 2022

Monsieur le Président de la République,

La crise sanitaire majeure que nous traversons implique une réponse forte et pragmatique de la part de la communauté internationale.

En un an, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 74% de tous les vaccins fournis l'année dernière sont allés vers des pays à hauts revenus (HIC) et à revenus intermédiaires de la tranche supérieure (UMIC), moins de 1% d'entre eux sont allés vers des pays à bas revenus, en France, 87 % de la population est pleinement vaccinée, au Nigéria ce taux est de moins de 2 %. La Suède a reçu 9 fois plus de doses du vaccin Pfizer/BioNTech que l'ensemble des pays les plus pauvres. Le manque de vaccin entraîne des morts qui auraient pu être évitées.

Ainsi, les initiatives volontaires telles que l'initiative COVAX ont montré toutes leurs limites. La stratégie qui s'impose est de permettre aux pays à bas et moyens revenus qui en ont la possibilité de produire des vaccins contre le COVID-19. Augmenter la capacité de production sera décisive pour contrôler la pandémie, et contrer l'arrivée potentielle de nouveaux variants.

Pour cela, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a un rôle majeur à jouer, pour permettre la suspension des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre le COVID-19, comme l'Inde et l'Afrique du Sud le demandent depuis 15 mois désormais. Si les États-Unis se sont montrés favorables à une telle mesure, possible dans le cadre des accords fondateurs de l'OMC, la commission européenne, dont la France, s'y oppose. Nous ne pouvons accepter de voir la France aujourd'hui au niveau international bloquer cette demande depuis des mois. Mais surtout nous ne pouvons accepter de voir la fin de l'épidémie retardée, puisque le pragmatisme voudrait que les pays en développement puissent contribuer à l'effort de production pour construire leurs stratégies vaccinales.

Alors que la France vient de prendre la présidence du conseil de l'Union européenne, nous vous demandons, formellement, de vous (1) exprimer publiquement et d'œuvrer en faveur de la « levée des brevets », (2) en demandant la tenue au plus vite de la réunion de l'OMC prévue initialement en novembre 2021 et reportée pour des raisons sanitaires. Si des événements sportifs internationaux peuvent être organisés, malgré la crise sanitaire, une réunion d'une telle importance à l'OMC doit pouvoir se tenir, en permettant à toutes les délégations d'y participer.

Nous vous prions, d'agréer, Monsieur le président, l'expression de nos salutations distinguées.

Jean-Luc MÉLENCHON Yannick JADOT Philippe POUTOU Anne HIDALGO
Pauline LONDEIX Jérôme MARTIN

C.C : Agence France Presse (AFP)

C.C : M. Jean-Yves LE DRIAN, M. Alexis KOHLER, M. Emmanuel BONNE, M. Pierre-André IMBERT, M. Brice BLONDEL, M. Franck PARIS, M. Alexis ZAJDENWEBER

Contact : contact@transparencemedicaments.net